

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.
 PÓŁROCZNIE..... 16 fr.
 ROCZNIE..... 30 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.
 SIX MOIS..... 16 fr.
 UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LA POLOGNE Bastion de l'Est Européen

Ce serait mal connaître les Allemands que de leur faire l'honneur de supposer qu'ils ont renoncé à l'idée de domination universelle inculquée depuis de longues années au peuple germanique par Guillaume II et le parti des Junkers prussiens. L'Allemagne poursuit un but précis que les esprits clairvoyants ont depuis de longs mois discerné. Pour l'atteindre, elle utilise tous les efforts dont elle dispose, et nous pouvons mesurer le danger du virus dont elle se sert pour empoisonner l'Europe occidentale. Le but secrètement poursuivi par Berlin, depuis l'armistice du 11 novembre 1918 est clair : à défaut de régner à Pétrograd, le Reich veut mettre la Russie dans son jeu, disposer à sa guise, et rien que dans un but de revanche, de cet immense réservoir moscovite, pour effacer, par la force des armes, l'humiliation de la défaite. L'Allemagne se contente de faire du bolchevisme l'instrument de sa politique de conquête. Le danger est suffisamment grave pour augmenter la vigilance des Alliés et pour dissiper de certains esprits britanniques et américains les idées de scepticisme ou de crédulité.

L'obstacle à la réalisation de ce plan soigneusement étudié et sagement mûri par la Prusse, c'est la Pologne. Cette chevaleresque nation a enfin connu, par la restauration de son indépendance politique, la réparation d'une injustice séculaire. Cette résurrection, sur les trois Empires de proie, demeure le plus grand acte qu'ait enregistré l'histoire ; l'Europe n'est plus, vis-à-vis de nos Alliés de Varsovie, « en état de péché mortel ». Mais, que la Germanie préside demain aux destinées de la Russie, comme elle en manifeste l'intention, la Pologne se trouverait dans une situation difficile. Envahie par les hordes moscovites, elle succomberait fatalement sous le choc des forces tudesques qui se jetteraient ensuite, comme en 1914, sur la Belgique et sur la France. Puisque « gouverner, c'est prévoir », il faut prévenir le péril. Il convient donc de soutenir de toutes nos forces la Pologne, dans les limites de sa mission, et la considérer comme moralement investie d'un mandat européen pour régler, en pleine conformité de vues avec ses alliés, le grave problème de la paix orientale. La Pologne a besoin de sérieuses et réelles garanties pour revendiquer ses frontières historiques ; elle les cherche, d'ailleurs, afin d'assurer au monde civilisé l'ère de paix et de sécurité dont il a tant besoin. Mais, la Pologne ne nourrit pas d'intentions impérialistes ni annexionnistes et, le droit forgé par l'histoire, elle veut l'harmoniser avec celui de libre disposition des habitants qui, du reste, n'a pas tout à fait la même signification à l'Est qu'à l'Ouest, où le sentiment national a une intensité et un caractère nettement différents. Dans la plupart des territoires délivrés, le sentiment des populations s'est déjà fortement exprimé en faveur de la Pologne libératrice. Il dépend donc des Alliés seuls que la Pologne devienne la nation protectrice des peuples slaves, après avoir été trop longtemps le symbole des patries opprimées. Depuis dix-huit mois, la Pologne a d'assez nobles titres de gloire pour prétendre à ce rôle : elle a permis aux nations voisines de se constituer en Etats indépendants et de s'appuyer sur elle pour consolider leurs libertés politiques ; elle a élargi le fossé qui sépare la Russie de l'Allemagne ; elle a écarté la menace bolchevique de l'Occident ; elle a contribué à l'apaisement dans une grande partie de l'Europe orientale ; pour tout dire, grâce aux armées polonaises, elle a empêché l'Europe de tomber dans l'anarchie qui continue d'ensanguiner les territoires russes. L'ordre, en Russie, ne se rétablira pas avant plusieurs années. Si l'on y crée maintenant un pouvoir, monarchiste, par exemple, il sera, sans aucun doute, renversé par un violent courant révolutionnaire et l'avènement d'un régime démocratique ne résistera pas davantage à une poussée réaction-

naire, dont les meneurs, en Russie, ne sont pas moins forts que les partis de gauche. Aussi est-il non seulement illusoire, mais même dangereux, de compter sur un puissant Etat russe, dans les années qui vont suivre. Seule, la Pologne est capable de remplir le rôle que devait jouer à l'est la nation russe, et qu'elle n'a pas malheureusement su tenir. Seule, la Pologne peut séparer l'Allemagne de la Russie, et c'est presque uniquement dans ce fait que réside toute la haine de la Prusse contre la Pologne, de cette Prusse, fidèle héritière de la tradition des Chevaliers Teutoniques, qui poursuit sa politique de mainmise sur l'Orient, le *Drang nach Osten*, en nourrissant l'espoir de récupérer là-bas la force qu'elle a perdue en Alsace-Lorraine et en Posnanie.

* * *

La Pologne accomplit actuellement dans l'Europe orientale une tâche formidable dont l'importante nécessité ne saurait échapper aux esprits attentifs qui suivent les événements des deux dernières années. La victoire de Foch avait à peine permis la reconstitution politique de ce pays que déjà, sous l'impulsion allemande, la Pologne, au nord par la Lithuanie, au sud par la Galicie orientale, était menacée par les deux pinces du bolchevisme. On oublie trop facilement aujourd'hui que la Pologne n'a jamais fait de déclaration de guerre à la Russie et on répète trop aisément que nos alliés de Varsovie agissent en conquérants et en impérialistes. « La Pologne lutte par nécessité nationale » et elle est prête à signer la paix demain, si ses ennemis ne lui contestent plus les territoires qu'elle revendique à bon droit. « Elle lutte aussi pour défendre la civilisation » contre la barbarie communiste et ceux qui se réjouissent de son écrasement s'étonnent, aujourd'hui, de ses victoires. Affaiblir la Pologne dans les difficultés présentes serait donc un véritable crime contre la sécurité des nations. Elle possède une armée de première valeur et les capacités des chefs sont égales à la discipline et à l'esprit des troupes. Ce sont les dignes descendants des héros de Grünwald qui, par leur victoire sur les Teutoniques, retardèrent de plusieurs siècles le danger du militarisme prussien ; ces libérateurs de l'Ukraine et des pays baltes sont dignes des soldats de Sobieski qui sauvèrent la chrétienté sous les murs de Vienne.

Existant depuis une année à peine, formée ou plutôt improvisée à la hâte, l'armée polonaise a si bien montré sa valeur combattive, qu'il n'est pas exagéré d'affirmer qu'elle a préservé l'Occident de l'invasion des Rouges. Cette ruée se serait en effet produite si, aux légions de Lenine et de Trotzky, la Pologne n'avait pas dressé une infranchissable barrière. Bien qu'équipée d'une façon tout à fait insuffisante, et disposant d'un armement de beaucoup inférieur à ses besoins réels, cette armée s'est trouvée néanmoins en mesure de libérer un immense territoire de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés, a sauvé des millions d'habitants d'une misère affreuse, a assuré partout un ordre social basé sur le droit. Mais, l'acte qui domine tous les autres, c'est que ces admirables soldats ont brisé la marche du bolchevisme vers l'Ouest et ont chassé de l'esprit du gouvernement de Moscou, l'idée d'un succès décisif sur le front. L'échec localisé de Kiev, qui a permis à l'Etat-major polonais de regrouper ses forces sur un terrain plus favorable, n'aura aucune répercussion sur l'issue de la campagne et la vague de grève fomentée à l'intérieur de la Pologne sous l'impulsion de la finance internationale au service de l'Allemagne a été vouée à un échec complet, grâce à la patriotique attitude des ouvriers polonais. Un peuple qui a une pareille foi dans ses destinées, qui rejette la révolution parce qu'il possède une conscience nationale et une discipline sociale, a droit à l'admiration générale et mérite l'appui matériel et

moral des peuples qui ont sauvé la liberté du monde. La Pologne peut regarder l'avenir avec confiance et ses vaillants soldats constituent aujourd'hui un élément avec lequel l'Allemagne doit le plus sérieusement compter. C'est un fait avéré et reconnu par nombre d'hommes d'Etats européens, que l'armée polonaise retient à l'est la menace permanente de la Germanie et empêchera cette « incorrigible » nation de se jeter à nouveau sur la civilisation occidentale. Le moment serait donc particulièrement mal choisi d'abandonner la Pologne dans les régions de Prusse Orientale et de Haute-Silésie, où la situation plébiscitaire devrait être plus satisfaisante.

* * *

La Pologne, n'en déplaise à certains esprits chagrins, malveillants ou même hostiles, représente le régime de l'ordre dans les Marches Orientales. Les petits peuples baltes qui, sans la Pologne, deviendraient la proie de l'Allemagne ou qui retomberaient sous le joug des Soviets, accordent leur confiance à la grande nation slave reconstituée. Son action morale est si puissante que la Pologne leur apparaît aujourd'hui comme un centre de cristallisation et comme un contrepoids à leurs communs ennemis de l'est et de l'ouest. Seule, la Lithuanie suit une politique germanophile néfaste à ses intérêts et dont elle ne retirera que des déboires ; pour les autres, l'armée polonaise a cueilli, depuis plus d'un an, une ample moisson de lauriers et demeure la force principale, la seule force militaire de l'Europe orientale. Cette sympathie s'étend au sud, puisqu'elle lie d'une amitié durable et sûre, la Roumanie à la Pologne et l'Ukraine, une fois libérée du bolchevisme, poursuivra la même politique de prudence et de sagesse, d'accord avec sa grande voisine. Les volontés de toutes ces populations ne pourront, du reste, être entièrement respectées que si la Pologne exige de sérieuses garanties. Réalisée dans ces conditions, la paix ne sera pas une paix de façade, mais une paix de consolidation européenne. Il faudra que la Russie oriente sa politique vers l'ordre et vers la sécurité pour que disparaisse le cauchemar de la guerre. Ce jour-là, l'accord sera réalisé avec la Pologne, reconstituée dans ses limites géographiques et l'Entente remerciera ses alliés polonais dont la patrie aura repris, dans l'est européen, la place que lui a assignée l'histoire.

Maurice TOUSSAINT.

La monnaie des bolcheviks

Tout le monde connaît les formidables quantités de tonnes de marchandises que Krassine offre aux Alliés : le blé par plusieurs millions de tonnes, le cuir, les pétroles, le bois sont accumulés par quantités extraordinaires en Russie des Soviets et n'attendent que les locomotives, les wagons et les rails pour être expédiés en Europe. Le Paradis terrestre qu'est le pays des Soviets, n'a même pas oublié le caviar — du rouge, il y en a 3.000 tonnes, du noir, 100 tonnes...

Mais, ce qu'on ne connaît pas assez, ce sont les conditions dans lesquelles cette marchandise est livrable. Or, tout récemment, au moment où Krassine était interviewé à Londres, un correspondant du « Manchester Guardian » interviewait, à Moscou, une autre sommité bolcheviste, le chef du service économique, M. Rykow. Et celui-là, moins avisé que Krassine, au lieu de promettre simplement des millions de tonnes, parle de la situation de ces marchandises miraculeuses.

Nous apprenons ainsi que la Russie possède beaucoup de blé, mais... en Sibérie et en Ukraine ; beaucoup de coton, mais... au Turkestan ; beaucoup de riz aussi, dans des possessions asiatiques, et ainsi de suite. « En attendant — se plaint le camarade Rykow — malgré nos réserves de riz accumulées au Turkestan, nous sommes réduits à en faire venir de Suède ». A la fin, il n'y a que les diamants de la couronne et l'or que le camarade Rykow propose en ce moment comme article d'échange avec les Alliés.

— Et le platine ? demande le correspondant anglais.

— Pour le platine — répond Rykow avec un sourire malicieux — rien ne presse. Nous avons le monopole du monde pour le platine et nous attendons l'heure propice pour le placer.

Krassine ne doit pas être content d'avoir lu ces insinuations de son camarade. Car il est assez clair que le blé, le coton, le riz « russes » qui se trouvent au fond de la Sibérie ou bien en dehors de l'Empire des Soviets (en Ukraine ou au Turkestan) sont aussi faciles à exporter que s'ils se trouvaient dans la lune.

Nous engageons beaucoup les économistes alliés, surtout les anglais, à étudier un peu la géographie commerciale de la Russie des Soviets. Ils verront alors que les contrées d'où les bolcheviks se proposent de faire venir le blé ou les cuirs par la voie des chemins de fer, n'en ont souvent pas du tout. Et alors ? — Et alors, les locomotives, les wagons et les rails — car ils demandent aussi des rails — ne serviront aux bolcheviks que pour le transport de l'armée rouge, une fois ce marché de dupes conclu.

Quant au camarade Rykow, la véracité de sa parole est d'autant plus précieuse qu'elle est involontaire. C'est, d'ailleurs, le même camarade qui, au Congrès de Moscou, en 1919, a constaté que la Russie brûle ses mines, faute de charbon, pour faire marcher les trains militaires ; quant au coton, Rykow a écrit, dans le n° 50 du journal des Soviets (Izvestia), que la réserve ne dépassait pas 20.000 tonnes.

Et on ne sait pas s'il faut admirer le bluff colossal — c'est le cas de le dire — des envoyés bolchevistes, ou l'inépuisable candeur de leurs interlocuteurs, du côté des Alliés, qui se laissent payer en pareille monnaie ? Car la vraie, la seule, l'unique monnaie en laquelle les bolcheviks payent les bons offices des diplomates européens, c'est toujours la propagande que leurs envoyés font en Europe, sous prétexte de pourparlers économiques ou autres.

Le même Rykow se hâte de passer surtout à l'apologie du régime des Soviets, dans sa conversation avec le correspondant anglais. Krassine promet tout ce qu'on veut, en attendant qu'il cause avec les trade-unions anglais ; Lenine encourage le va-et-vient des délégations travaillistes, pourvu qu'il puisse leur donner les ordres qu'on connaît, sur la nécessité du chambardement général. C'est cette monnaie-là qui ne manquera point aux bolcheviks, dans leurs « échanges » avec les alliés.

La monnaie de la propagande, et aussi, comme dit le « Daily Telegraph », le mépris vis-à-vis des occidentaux en général, et des socialistes en particulier, qu'ils ne ménagent point.

Propos d'un vieil émigré

Nous entrons dans la période brûlante des examens. Partout, dans les écoles, les lycées et les facultés, la jeunesse se presse autour des tables des examinateurs.

La Pologne, elle aussi, a, en vertu du Traité de Versailles, des examens à passer. Je veux parler des plébiscites qui lui ont été imposés par la volonté de M. Lloyd George, l'omnipotent premier anglais.

Le texte primitif du Traité, tel qu'il fut remis, le 7 mai aux Allemands, ne comportait pas de plébiscite pour la Pologne. Les vieilles terres polonaises de Haute-Silésie de Warmie et de Mazurie, devaient purement et simplement être incorporées à la Pologne reconstituée.

Mais on jugea opportun d'accorder des concessions aux Allemands et l'on décida de soumettre la population de ces territoires à un examen qui devait affirmer leur caractère polonais.

Cette solution n'avait rien de mauvais, en elle-même, pourvu que l'examen en question se fit dans des conditions normales qui garantiraient, d'après les termes mêmes du Traité de Paix, « la liberté et la sincérité du vote ».

Malheureusement, il n'en fut pas ainsi. La surveillance de certains territoires plébiscitaires, comme c'est le cas de la Prusse Orientale, fut confiée à des commissions anglo-italiennes qui n'ont pas du tout été à la hauteur de la situation. L'élément français, le seul sur les sympathies duquel puisse compter la Pologne, y est en minorité, et les Anglais sont maîtres de la situation.

Les fonctionnaires allemands ont été laissés à leur poste. Ce sont eux qui, en réalité, préparent ce plébiscite. Inutile d'insister sur la manière dont s'effectuent ces travaux préparatoires. Les électeurs polonais sont traqués et poursuivis, maltraités et assommés à tout instant, et l'on se demande s'il en restera pour se présenter aux urnes, le jour du plébiscite.

Cet examen rappelle un peu ce qui avait lieu sous le régime russe, dans les lycées de Wilno où l'oppression moscovite était la plus active.

Il arrivait fréquemment que, le jour de l'examen, les élèves de nationalité polonaise étaient, sous un prétexte quelconque, jetés au cachot, où ils restaient enfermés pendant que leurs camarades subissaient l'examen. Le soir, on les relâchait, et ils apprenaient, à leur profonde stupéfaction, que, ne s'étant pas présentés à l'exa-

men, ils étaient condamnés à passer encore une année dans la même classe.

Les autorités russes avaient la consigne d'empêcher, par tous les moyens, les jeunes Polonais à terminer leurs études.

On en est à se demander si une consigne de ce genre n'a pas été donnée aux autorités anglo-italiennes chargées de surveiller le plébiscite dans les territoires de la Prusse Orientale revendiqués par la Pologne.

A moins que les Anglais n'aient une phobie spéciale des plébiscites. Ne craignent-ils pas, par hasard, que l'exemple ne soit contagieux et que les peuples soumis à leur domination ne songent à réclamer, à leur tour, le droit de se prononcer sur leur sort ?

Un officier français qui fait partie d'une des commissions plébiscitaires, me racontait récemment la conversation qu'il avait eue avec un de ses collègues anglais.

— Que pensez-vous faire, une fois le plébiscite fini ? lui demandait l'Anglais.

— J'en ai probablement en France ou aux Indes.

— Pourquoi faire ?

— Accompanyer les troupes destinées à surveiller le plébiscite auquel on sera forcé d'y procéder.

L'Anglais, stupéfait, écarquilla les yeux, mais il préféra ne pas continuer la discussion.

La boutade de l'officier français est évidemment un peu hardie.

Tout de même, l'Angleterre ferait bien de réfléchir aux conséquences que peut avoir l'attitude équivoque qu'elle a adoptée à l'égard de l'Allemagne. Plût au Ciel que l'arme qu'elle forge contre la Pologne ne se retourne un jour contre elle. La Fortune trahit souvent ceux qui se croient ses préférés.

UN VIEIL ÉMIGRÉ.

APPEL

Nous avons commencé d'écrire :

L'Histoire

de l'Armée Polonaise en France.

Cet ouvrage aura pour objet de retracer, en se basant sur des documents authentiques, les faits de cette manifestation inouïe du patriotisme polonais, manifestation unique dans la vie des peuples, qui est venue, dans sa spontanéité, couronner, pour ainsi dire, une lutte plus que centenaire pour l'indépendance.

Nous disposons d'une énorme quantité de documents et de matériaux historiques.

Toutefois, sincèrement animés du désir que rien, dans notre ouvrage, ne soit oublié, soucieux de donner à la postérité une source de documentation d'une pureté impeccable, nous nous adressons à tous ceux qui possèdent des documents susceptibles de donner plus de relief aux événements historiques qui seront l'objet de notre étude, de souligner les mérites personnels et de jeter une lumière quelconque sur les faits que nous nous proposons de retracer, en les priant de nous communiquer ces documents.

Nous faisons remarquer que notre histoire de l'Armée Polonaise en France comprendra, entre autres :

- a) L'histoire des volontaires polonais en France.
- b) L'histoire des travaux préparatoires de nos frères d'Amérique.
- c) La participation des Polonais, aux côtés des Alliés, à toutes les œuvres de secours se rattachant aux organisations militaires.
- d) L'histoire de la création de l'Armée polonaise en France.
- e) La description de l'organisation des forces militaires polonaises au Canada, au Brésil, en France, en Hollande et en Italie.
- f) L'histoire de l'armée polonaise formée en France, jusqu'aux derniers jours.

Nous recherchons surtout des documents authentiques, savoir : des copies certifiées conformes des ordres du jour, des citations, des listes personnelles, des matériaux pouvant servir à l'histoire des régiments, des bataillons, des escadrons et des batteries, ainsi que des copies de documents au caractère militaire et politique, des documents photographiques, des portraits et des vues de la vie dans les camps, etc..

Nous prions nos compatriotes d'Amérique de remettre les documents dont ils disposent au Département National à Chicago, à la disposition du

Comité de Rédaction, ou bien de les envoyer à Paris à l'adresse indiquée plus bas.

Nos compatriotes qui habitent la Pologne sont priés de remettre les matériaux qu'ils ont entre les mains à l'adresse du soussigné, « chez Mme Ludwika Roesler, Varsovie, rue Emilja Plater, 20, appartement 3, pour W. G. ».

Nos compatriotes qui habitent l'Europe Occidentale et en particulier la France, sont priés d'envoyer les documents en question au nom du soussigné, « 52, avenue des Ternes, à Paris (17^e) ».

Nous prions enfin MM. les Officiers français qui ont été détachés aux formations polonaises, de ne pas nous refuser leur concours éclairé.

Tous les documents qui nous auront été envoyés seront scrupuleusement retournés à leurs propriétaires, après examen attentif et utilisation éventuelle.

Nous ajoutons que « L'Histoire de l'Armée Polonaise en France » sera, au point de vue typographique, une édition des plus luxueuses et que nous abordons incessamment les travaux préparatoires.

Nous sommes persuadés que notre appel aura partout l'écho le plus large et que « L'Histoire de l'Armée Polonaise en France » sera ce qu'elle doit être, une œuvre profondément consciencieuse et complètement impartiale, afin qu'elle puisse être, pour les générations futures, un témoignage impérissable des traditions glorieuses de la chevalerie, qu'elle soit, pour les familles, le joyau le plus cher, en offrant à la postérité un exemple inoubliable de l'esprit de sacrifice et d'abnégation et du sentiment sacré de l'amour de la Patrie.

Pour le Comité de Rédaction,

Wenceslas GASIOROWSKI.

Paris, le 17 juin 1920.

BULLETIN

— Russie et Pologne.

On confirme la nouvelle que le général Wrangel vient de désigner, pour le représenter à Varsovie, le général Glasenapp, ancien commandant de la région militaire de Petrograd. On annonce, d'autre part, que M. Roditchev, leader parlementaire du parti cadet dans l'ancienne Douma, vient d'être nommé chef de la mission politique russe à Varsovie.

— Le double jeu tchèque

Les journaux slovaques rapportent que l'initiative des gouvernements alliés tendant à solutionner la question de Teschen par voie d'arbitrage, a rencontré, dans le Parlement de Prague, la plus vive opposition. Suivant les mêmes journaux, l'inspirateur de cette opposition est le gouvernement tchèque lui-même. Tout en manifestant devant les alliés sa volonté de solutionner le problème de Teschen d'une façon pacifique, le gouvernement de Prague s'efforce en même temps de s'assurer une retraite, dans le cas où l'arbitrage prendrait une tournure défavorable pour lui. Les faits rapportés par les journaux slovaques expliquent l'attitude énigmatique et pleine de réticences du gouvernement tchèque.

— Le litige polono-lithuanien.

Le journal danois « Berlingske Tidende » relate que deux représentants de la Pologne qui s'étaient récemment rendus à Kovno, avaient proposé au gouvernement lithuanien de résoudre la question de Wilno par voie de plébiscite. Les hommes politiques lithuaniens ont répondu qu'ils repoussaient catégoriquement cette proposition, étant donné que Wilno devait être la capitale de la Lithuanie, en dépit et malgré la volonté de ses habitants. Une seconde proposition tendait à créer une sorte de fédération cantonale dans laquelle Wilno, Kovno et Minsk seraient des capitales locales d'une très large autonomie. L'éventualité d'une telle solution s'est également heurtée à une hostilité farouche de la part de la Taryba. Ainsi, de par l'intransigeance de celle-ci, inspirée, comme on le sait, par des politiciens allemands et leurs successeurs anglais qui jouent un rôle à Kovno, toute solution pacifique du litige polono-lithuanien doit être considérée comme improbable.

— Les conséquences du régime de Dantzig

Pour éviter le débarquement à Dantzig, la compagnie maritime « Pologne-Amérique » a organisé une ligne de navigation reliant directement Tczew (Dirschau) sur la Vistule inférieure, avec Gynia et Puck, sur le littoral polonais. Les voyageurs évitent ainsi les tracasseries et les insultes auxquelles l'élément polonais est astreint en passant par la ville libre de Dantzig.

— Les officiers russes répondent au général Broussiloff.

Le « Varchavskoï Slovo », organe de la colonie russe à Varsovie, publie une « lettre ouverte des officiers russes au général Broussiloff ». Les signataires protestent contre l'appel du général d'entrer dans l'armée bolcheviste. « Tout appui prêté à l'oppression bolcheviste, disent-ils, contribue à la décomposition de la Russie et équivaut à la trahison. La question des frontières russes se place en second plan devant la nécessité de rétablir, au prix de lourds sacrifices, une Russie libre et vivante. Dans ce but, nous sommes prêts à faire des concessions territoriales à la Pologne dont les opérations militaires servent avant tout notre cause. »

Les signataires de la lettre espèrent également que le général Broussiloff ne tardera pas à reconnaître son erreur et à rompre avec les imposteurs des Soviets.

— Le plébiscite en Haute-Silésie.

Toutes les nouvelles provenant de Haute Silésie confirment qu'il est hors de doute que le plébiscite ne soit favorable à la Pologne. Toute la population polonaise désire ardemment le rattachement à la mère-patrie. Elle accueille avec enthousiasme tous ceux qui viennent en Haute-Silésie pour y faire de la propagande polonaise. Les mineurs s'étaient déclarés prêts à travailler 9 heures par jour afin de livrer du charbon à la Pologne. Ayant appris que la moitié du charbon irait en Allemagne, ils ont retiré leur offre. Toutes sortes d'organisations polonaises se développent très rapidement. Le gros de la population allemande de Haute-Silésie n'a rien de commun avec les agitateurs pangermanistes. La preuve est que de très nombreux Allemands de Haute-Silésie ont signé une protestation contre l'attitude provocatrice de la Sicherheitswehr. On prépare un statut assurant à la Haute-Silésie une autonomie régionale dans le sein de la République de Pologne et on espère que, même les Silésiens de langue allemande seront satisfaits de cette solution.

— Les préoccupations du nouveau Ministre polonais.

La réception faite à M. Krassine à Londres et la perspective de la reconnaissance du gouvernement des Soviets par la Grande-Bretagne et l'Italie ont produit à Varsovie un profond émoi. L'impression a été d'autant plus vive que des nouvelles alarmantes ne cessaient de parvenir de Dantzig des territoires plébiscitaires confiés au contrôle des Anglais et des Italiens. Sous cette pénible impression, les partis de gauche insistent sur l'impossibilité dans laquelle se trouvait la Pologne, abandonnée à ses propres moyens, de continuer les opérations en Ukraine, qui devaient fatalement entraîner une longue guerre avec la Russie.

Il y a quelques jours, on s'attendait encore à l'avènement d'un ministère de gauche, avec M. Daszynski, le leader socialiste, comme ministre des Affaires étrangères, ce qui aurait annoncé une prompte cessation de la lutte contre les bolcheviks. Mais, la série des grèves qui ont éclaté en Pologne, parallèlement à la dernière offensive bolcheviste, ont rendu une pareille combinaison impossible.

Le nouveau cabinet, présidé par M. Ladislas Grabski, ministre des finances, est composé d'économistes et d'organismes expérimentés. C'est donc, avant tout, un gouvernement de reconstruction économique. Il sera néanmoins obligé nécessairement de veiller à la défense de la Pologne contre le danger germano-bolcheviste, qui ne cesse de la menacer à l'intérieur aussi bien qu'au dehors. Le portefeuille des affaires étrangères a été confié au prince Eustache Sapieha, qui emporte

de Londres, où il représentait jusqu'ici la Pologne, une précieuse expérience pour sa politique future.

— Le bolchevisme à Prague

Les organes communistes tchéco-slovaques publient une déclaration sensationnelle de 15 membres de la nouvelle chambre et de 7 sénateurs qui ont adopté les idées bolchevistes.

Le président Masaryk a ordonné l'élargissement du chef communiste Muna, incarcéré en 1919, lors des émeutes de Kladno. Muna vient de rentrer à Kladno, acclamé par ses partisans.

L'EXÉCUTION DU TRAITÉ DE VERSAILLES

Malgré la fourberie allemande, l'Entente n'attache pas l'importance nécessaire à l'organisation des plébiscites qui doivent dans un délai prochain décider du sort des populations gémissant encore sous le joug germanique. Le résultat du vote dans la deuxième zone du Slesvig qui s'est traduit par une victoire allemande est la meilleure preuve de l'imprévoyance coupable des Alliés. Cette leçon, apprise aux dépens de nos amis danois, devrait être pour les démocraties occidentales d'un sage et utile profit en vue du prochain referendum germano-polonais dans les deux provinces slaves de la Prusse, que la politique nébuleuse et timide des diplomates anglo-américains a refusé de restituer à la Pologne autrement que par la voie du plébiscite.

D'une façon générale, la situation électorale est loin d'être satisfaisante pour nos alliés de Varsovie ; elle est même franchement mauvaise en Prusse Orientale et elle pourrait être bien meilleure en Haute-Silésie. A Marienwerder, à Allenstein, à Kattowitz, les Allemands ont en effet accumulé tous les moyens de propagande et de pression pour conserver ces territoires au Reich. De nombreux Français, nûs par des sentiments généreux et désireux d'épargner à la civilisation les horreurs d'une nouvelle catastrophe mondiale, suivant avec une attention soutenue l'évolution du problème rhénan, mais ils ne se rendent pas compte que la question de la Vistule est aussi essentielle pour la sécurité générale de l'Europe. Fascinés par le souvenir de la « sainte Russie », qui n'est plus qu'un fantôme, beaucoup de nos compatriotes n'ont pas encore compris qu'une forte et solide Pologne constitue aujourd'hui le bastion de l'Est européen et que, dans ses limites ethnographiques et historiques, elle est nécessaire pour rétablir l'équilibre et pour maintenir la paix. Si nous avions la faiblesse de laisser terrasser la Pologne, ce ne serait plus le péril germanique qui seul nous menacerait ; le bolchevisme aux ordres du Reich fondrait sur nous et la civilisation, sous les coups de la barbarie asiatique, reculerait de plusieurs siècles.

ÉCHOS

= Conférence de M. Georges Bienaimé.

Samedi 10 juillet, à 9 heures du soir, dans la salle de la Société d'Expansion Economique, 23, avenue de Messine, sous la présidence de M. J. Noulens, sénateur, ancien ambassadeur, M. Georges Bienaimé, notre éminent confrère et collaborateur, fera une conférence sur « la Situation Politique et Economique de la Pologne ».

Chronique financière

C'est avec appréhension que le public boursier voyait, ces jours-ci, s'approcher la liquidation, ce cap fatal sur lequel viennent se briser les positions spéculatives des acheteurs par trop audacieux. On parlait vaguement de nouvelles liquidations forcées, de l'argent cher, des difficultés que les Etablissements de Crédit ne manqueraient pas de créer aux intermédiaires, etc., etc. Or, à la surprise générale, toutes ces craintes se sont évanouies. La liquidation s'est passée de la façon la plus aisée, l'argent mis à la disposition de la spéculation a été des plus abondants, et le report a révélé une position acheteur pour ainsi dire nulle. Bien au contraire, sur de nombreuses valeurs, il a été coté un déport, preuve éclatante de l'existence d'un découvert. En effet, les ventes observées depuis quelque temps, ont été d'origine purement spéculative, et leurs auteurs, ne disposant point de titres, espéraient, à la faveur d'une nouvelle baisse, racheter ceux-ci avec bénéfice. Leur contre-partie exigeant la livraison du papier, ce dernier a manqué

en liquidation ; d'où la hausse que nous venons de constater. Ce phénomène est très caractéristique et, sans en tirer des conclusions trop lointaines, on peut tout de même établir que la position de place n'est plus chargée et que les énormes paquets de titres que la spéculation à la hausse avait entraînés depuis des mois, se sont dispersés et ont passé en d'autres mains, à des cours très bas. Et c'est là une très bonne chose. D'autre part, la stabilisation relative des changes influe d'une façon salubre sur les esprits encore bouleversés par la récente rafale. Il serait prématuré de parler de la hausse ; le marché ne se remettra pas de sitôt des énormes pertes qu'il vient de subir ; cependant, les rachats du découvert serviront sûrement de point de départ à un mouvement de reprise que favoriseront sans doute les achats de placement et spéculatifs, qui ne manqueront pas de se produire — qui se produisent dès à présent — à la faveur de la grande abondance de l'argent. D'autre part, le mois de juillet coïncide avec les grosses rentrées des coupons, etc., il n'est donc pas téméraire d'envisager une sérieuse amélioration des cours, lesquels, nous le répétons, sont extrêmement séduisants dans la plupart des cas.

Que faut-il acheter ? De bonnes valeurs de pétrole, comme la « Shell », la « Royal Dutch », la « Mexican Eagle », de caoutchouc, comme la « Malacca », l'« Eastern Rubber », certaines valeurs de cuivre, notamment la « Tharsis ». Et aussi, des titres qui ne manqueront pas de se ressentir de la venue des touristes étrangers en France, par exemple, les actions « Monaco » et surtout « Vichy », cette dernière particulièrement intéressante à 1.700 francs, cours le plus bas coté depuis des années.

Paul Landowski.

SOCIÉTÉ CENTRALE DES BANQUES DE PROVINCE

Ainsi qu'il a été déjà dit, la Société Centrale des Banques de province procède en ce moment à l'émission de 200.000 actions de 500 francs de la catégorie B en représentation de l'augmentation de capital de 100 à 200 millions autorisée par l'assemblée générale extraordinaire du 9 juin 1920.

Voici, brièvement rappelées, les conditions de cette opération :

Les nouvelles actions sont émises à 530 francs, soit, les titres n'étant libérés que du quart, au prix net de 155 francs payables à la souscription, dont 125 francs pour le quart seulement, appelé, et 30 francs à titre de prime. Elles sont créées jouissance 1^{er} janvier 1920 et les anciens actionnaires ont, pour la souscription des titres nouveaux, un droit de préférence à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes catégorie B. A l'appui de ces souscriptions, les actionnaires devront déposer le coupon numéro 6, représentant ledit droit de préférence, qui expire le 5 juillet 1920 inclusivement.

Toute personne, actionnaire ou non, peut souscrire à titre réductible.

Les souscriptions sont reçues dès maintenant à Paris, à la Société Centrale des Banques de province, 41, rue Cambon, et dans ses agences, ainsi qu'en province, chez les banquiers membres du Syndicat des Banques de province.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

— En exécution des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 16 juin 1920, le conseil d'administration de la Banque nationale de crédit a décidé d'élever le capital de 300 à 500 millions de francs, au moyen de l'émission de 400.000 actions de 500 francs nominales.

Ces actions seront émises au prix de 600 francs, soit avec une prime de 100 francs.

Il sera appelé à la souscription le quart du montant nominal, soit 125 francs, plus la prime de 100 francs, soit au total 225 francs.

Les actions seront émises jouissance du 1^{er} janvier 1920. Elles seront donc entièrement assimilables aux anciennes.

L'émission est exclusivement réservée aux actionnaires actuels, dont le droit de préférence s'exercera :

1^o Au moyen d'un droit de souscription irréductible, à raison de deux actions nouvelles pour trois anciennes ;
2^o Au moyen d'un droit de souscription réductible qui s'exercera sur les actions qui n'auront pas été absorbées par la souscription irréductible.

Les souscripteurs pourront libérer intégralement leurs actions aux conditions prévues par les statuts.

Les souscriptions seront reçues du 28 juin au 20 juillet 1920 :

A la Banque nationale de crédit, à Paris, et dans toutes ses succursales et agences.

Au Comptoir d'Escompte de Mulhouse, à Mulhouse, et dans ses succursales et agences.

La notice exigée par la loi a paru au « Bulletin des Annonces légales et obligatoires » du 21 juin 1920.

MEMENTO

Ciągle bez programu.

Przesilenie ostatnie gabinetowe znów i silniej, niż dotąd, ujawniło bezprogramowość przeważnej liczby naszych stronnictw politycznych.

Za czasów niewoli, wszystkie, za wyjątkiem jednego tylko, stronnictwa nasze polskie brały swoje brzoła ze stosunku swego do zaborców. Dzieliły się właściwie jedynie na różne stopnie nieprzejednania lub chęci do ustępstw czy układów. Wysiłki swoje stronnictwa te, może i z konieczności, ograniczały do uzyskiwania koncesji. Tu, za zdobycie stronnictwa pożytkowano zezwolenie na dzwignięcie pomnika Mickiewiczowi, owdzie złagodzenie przepisów o nauce religijnej w języku niemieckim, gdzieindziej zwycięstwo nad partją ukraińską, domagającą się zruszowania Uniwersytetu Lwowskiego. Jedynym stronnictwem, które, kromi programu politycznego, miało istotnie i program społeczny, wewnętrzny, była tylko Polska Partja Socjalistyczna.

Wojna zaostriżyła różnice partyjne, lecz również jedynie w stosunku do polityki względem zaborców przede wszystkim a zagranicy wogóle. I tak dalece, że, po dziś dzień, wszystkie, za wyjątkiem jednego, stronnictwa polityczne polskie, podotąd nie mają świadomych, skrytylizowanych wskazań dla polityki wewnętrznej kraju. Nawet bowiem grupa posła Witosa, wysuwająca na czoło zagadnienia agrarne, czyni to bez szerszego planu.

Pierwsze różnice między stronnictwami zaczynają się zarysowywać silniej, poza polityką zewnętrzną, dopiero na tle przyszłej konstytucji. Ale i te różnice nawet są jakby dalszym ciągiem jeszcze ścięcia się wczorajszych wpływów, regulowanych myślą o współdziałaniu tych lub innych czynników niepolitycznych.

Rezultatem tego jest, że nasze ciało przedstawicielskie cierpi na bezprogramowe przesilenia. że, po ostrym kryzysie, dochodzi znów do nowego kryzysu.

Kraj pragnie wytycznych, żąda zakreslenia mu dróg i wskazań, chciałby dowiedzieć się nareszcie, dokąd to lub inne stronnictwo chce go poprowadzić, co zamierza. Jak sobie myśli poczynić, czego, krom ogólnikowych zaręczeń, chce dokonać. Kraj przecie odpowiadać nie otrzymuje. A raczej, z wyników uchwał sejmowych, ma prawo wyciągnąć wniosek, że nasza praca parlamentarna jest ciągle grą przypadku, który, obok najśmielszych postanowień, równorzędnie skłania się ku postanowieniom wręcz negatywnym.

Rzeczpospolita Polska nie ma podotąd ani jednego stronnictwa, które by miało program republikański i ma wszystkie stronnictwa, które rzekomo za Rzeczpospolitą się oświadczają. Rzeczpospolita nasza, według danych sejmowych, idzie po linii krzywej, a raczej po zyg-zaku, zawracającym, bez ładu i harmonji, od skrajnej prawicy do skrajnej lewicy.

Z jednej strony, nasza Rzeczpospolita ma ambicję pogardzania wszelkim doświadczeniem, nabytem przez dziesiątki lat gdzieindziej kwitnącego parlamentaryzmu, nie chce już dwu izb, chce i ma swój system wyborczy, ma równouprawnienie kobiet, tolerancję, słowem ma i to wszystko, na co jeszcze ludy wyrobione, zaprawione, nie mogły się odważyć... I równocześnie ta sama Rzeczpospolita uchwała sobie upaństwowienie pociechy religijnej, odmawia pomocy matkom nieszczęsnym, bo matkom dzieci nieślubnych. Tu postanawia podzielić ziemię między bezrolnych, ma pychę zdecydowania

tego odrazu, na co Stany Zjednoczone potrzebowałyby conajmniej lat pięćdziesięciu, a tam cały aparat, którym zaelektryzowała miliony, osadza na miejscu, wprowadza w bezruch, tamuje nawet naturalny pęd do parcelacji samodzielnej, do żywiołowego zmniejszania się wielkiej własności...

Z tego wynika, że jednym jedynym, konsekwentnym, mocno zorganizowanym stronnictwem, logicznie działającym, jest Polska Partja Socjalistyczna, gdy wszystkie inne, nie mając jasno, mocno sformułowanych wytycznych, są zniewolone do kompromisów, wpadają w mimowolną przypadkowość, ileż w programach brak im gruntownych, wyraźnych na dane zagadnienia odpowiedzi.

Powiedzmy wyraźniej jeszcze. Stronnictwa nasze polityczne ciągle mają na czele swym tylko nazwiska. Nazwiska te, same przez się, nie starczą jednak za programy. Zdolne są do pociągnięcia za sobą gromady zwolenników, lecz nie do przekonania ich, nie do zjednania bezwzględniego.

Kwestja pokoju z bolszewikami, takiego lub innego stosunku do Ukrainy, Litwy, Białorusi czy Rosji, może być przedmiotem spornym, może i tak i inaczej przez dane stronnictwo lub nawet odłamy tego stronnictwa być rozumiana. Kwestja atoli programu wewnętrznej polityki, stosunku do miliona całego zagadnień społecznych, w dobrze zorganizowanym i pojętem stronnictwie, nie może ulegać wątpliwości.

Większość społeczeństwa polskiego podotąd zachowuje się biernie. Ogląda się, słucha, czeka. Nasze partje są tam zachowaniem się większości oniesmielone... Rade by pozyskać jaknajwiększą liczbę zwolenników, więc nie śmia niekiedy się wypowiadać... Demokratyzm nasz prowadzi flirt z arystokratyzmem, arystokratyzm konserwatywny nie ma odwagi mówić o monarchji i utrzymuje relacje z demagogją nawet, tu jedni obawiają się kleru, owdzie kler nie chce drażnić liberalizmu, postępowanie się ku prawicy, prawica szuka lewicowych kompromisów, a wszędzie najgorliwiej pracuje konspiracja. Nie ma wypowiedzeń śmiałych, odważnych, może nie miłych, lecz uczciwych, wyraźnych, stanowczych. I Panu Bogu świeczkę i diabłu świeczkę i ciągle nie wiadomo kędy droga. Są którzy bronią interesów poszczególnych grup, oddzielnych, wyłącznych środowisk, lecz ciągle brak, brak ludzi broniących całej naszej Rzeczpospolitej.

Tysiące u nas, w Polsce, chciałoby, pragnęłyby pójść za temi lub innemi wskazaniami stronnictwa, lecz wskazań tych nie ma, wskazań tych brak. Brak bowiem ciągle czynników twórczych. W najlepszym razie jest tylko triumf partyjnej negacji. Na czoło wysuwają się przewodnicy, ogół ogląda ciekawie, jak się szamoczą z przeciwnościami, jak padają, zapadają się w odmet pod brzemieniem tej samej bezprogramowości, która ich wysunęła na szczyty.

Życie nasze wewnętrzne nie ma programu. Krom, powtarzamy, jednej partji lewicowej, są tylko partje pojedynczych ludzi, pęki nazwisk, działacze imiona, zyski poszczególnych gromad i ciągle tarzanie się bezwładne od krańca do krańca.

Lecz ten zamęt skończy się, bo musi się skończyć. Jeżeli nie z Iona dzisiejszego Sejmu, to z szeregu spolitaków narodzą się ludzie, którzy rozwiną szalandary programów i powiedzą mrowie polskie w imię tych sztandarów.

Wac. Gąs.

dom z Ukraincami i bodaj całej wyprawie na Kijów. Niektórzy powiadają, że minister działał przez brata swego, p. Stanisława Grabskiego, bo rozterki między braćmi nie ma. Niemniej godną zastanowienia jest nominacja posła naszego w Londynie, ks. Sapiehy, na ministra spraw zagranicznych. Poseł Sapieha posiada wyjątkowe podobno zdolności polityczne. Podczas pierwszego ministerjum Moraczewskiego, był ostoją dokonanego zamachu stanu, wymierzonego przeciw Moraczewskiemu, zamachu, który powiódł się, ileż, w rezultacie, zniewolił gabinet Moraczewskiego do dymisji i utorował drogę do prezydium I. Paderewskiemu. W następstwie, ks. Sapieha został mianowany posłem w Londynie i na tem stanowisku zasłużył sobie na uznanie.

Dzisiejszy gabinet powstał więc z niemocy sejmowej, z niemożliwości porozumienia się poszczególnych partji między sobą i powstał równocześnie w obliczu grozy strajku powszechnego i ruchów komunistycznych, które, w ostatnim czasie, silniej, niż podotąd, jęły się zaznaczać.

Zadania ma bardzo trudne. Poważne bardzo zagmatwania polityki zewnętrznej, przebiecie kulminacyjnych punktów plebiscytowych, osadzenie fali bolszewickiej i ciężkich zagadnień finansowych i wogóle wewnętrznych mnożstwo.

Gabinet posiada jednak zastęp ludzi zdolnych, wyrobionych, miejmy nadzieję, że zdołają oni pełnić nawet państwową na pełne, spokojniejsze wody, że energją swoją zniewolą Sejm do posłuchu, do udzielenia im dłuższego kredytu i że działalność ich przyczyni się bezpośrednio do wytworzenia większości parlamentarnej, która podotąd grzeźnie w mizernych kalkulacjach spryciarzy partyjnych, bojących się odpowiedzialności, czających się na chwilę spokojnego pożywania z władzy.

„KATORŻNIK“

W jednym z ostatnich numerów warszawskiego «Robotnika», znajdujemy ostre natarcie na «Rzeczpospolitą» z powodu wystąpienia teje przeciwko Janowi Kwapińskiemu, przewodniczącemu Związku zawodowego robotników rolnych, «Robotnik» przy tem podaje ciekawy istotnie przyczynek do życiorysu tego socjalistycznego działacza.

«Kwapińskiego zwalczą także taka «Rzeczpospolita». Jak zwalczą? Posłuchajcie. «Sławetny Jan Kwapiński, były katorżnik, mąż zaufania rosyjskiej komuny». W 9 słowach 2 kłamstwa! Ileż ich jest w całym artykule!

«Kwapiński nie był, ani jako członek P. P. S. być nie mógł komunistą. Owszem dawni esdecy, a dzisiejsi komuniści zwalczą Kwapińskiego jaknajgwałtowniej i taksamo zwalczali go w Rosji. Kwapiński, przez jakiś czas, pracował w instytucjach sowieckich, w porozumieniu i za zgodą organizacji P. P. S. w Rosji i temu zawdzięczać należy, że, za czasów jego pobytu w Orle, nie było tam teroru, że Polacy byli chronieni w chwilach najniebezpieczniejszych, że rewolucja szła tam «w majestacie prawa». Dobrze wiedzą o tem ci, którzy w tych czasach przebywali w Orle, dobrze wiedzą o tem członkowie P. O. W. i «leguny» z brygady Hallera... ale «Rzeczpospolita» woli o tem nie wiedzieć.

«Rzemiosłem prawicowych bolszewików z «Ligi antybolszewickiej» jest miotanie oszczerstw i zwiększanie liczby bolszewików w Polsce, bo to jest racją jej czarnosecinnego bytu. Przecież nawet z Witosa robią bolszewika. Czemuż więc nie zrobić bolszewika z Kwapińskiego? Czemu nie łączyć beczelnie, że strajk robotników rolnych na jesieni zeszłego roku przyprowadził państwo o miliardowe straty, chociaż każdy dziś wie, strajk ten zupełnie nie wpłynął na obniżkę produkcji ziemniaków i że teraz właśnie ujawniły się ogromne zapasy kartofli?

«Rzeczpospolita» pp. Strońskiego i Skrudlika z nienawiścią nazywa Kwapińskiego «byłym katorżnikiem».

• Kwapiński istotnie był katorżnikiem od r. 1907—1917. To prawda. Tylko «Rzeczpospolita»

NOWY GABINET

Nowy, czwarty z kolei, gabinet ministrów został uformowany, po niezwykle długim kryzysie. Szczegółów atoli brak jeszcze. Wiadomem jest z telegramów, że prezesem ministrów został p. W. Grabski, dotychczasowy minister finansów, że tekę spraw zagranicznych objął p. ks. Sapieha, poseł nasz w Londynie, że wrócili na swe stanowiska, między innymi, ministrowie Bartel i Śliwiński oraz że co do niektórych ministerjów toczą się jeszcze układy czy narady.

Tak czy owak, gabinet ministrów dzisiejszy jest niespodzianką. Kandydatura p. Grabskiego bo-

wiem, do ostatniej chwili, była nieprzewidywana. Należy przypomnieć sobie, że, po nieudanych próbach utworzenia gabinetu przez p. Skulskiego, dalej Brejskiego, Witosa i znów Skulskiego, po bardzo ostrych starciach z powodu stawiania kandydatury posła Daszyńskiego na ministra spraw zagranicznych, wszelkie lewicowe kombinacje upadły jedna za drugą. Doszedł do władzy gabinet nie oparty na większości parlamentarnej, lecz gabinet przejściowy, według przypuszczeń, powołany do przeprowadzenia układów pokojowych.

Uderzającym jest fakt, że p. St. Grabski, przed kilku tygodniami, w komisji spraw zagranicznych, występował bardzo ostro przeciwko ukła-

cowaną, źle traktował i przyprowadził o szereg nieszczęść. Pani HALPIE została w Polsce przez lat 15, praktykowała, jako lekarz, w różnych miastach, najdłużej zaś w Dubnie, na Wołyniu; wydała córkę swą za męża i edukowała syna swego Stanisława z drugiego męża i, około 1759 r., wróciła do Konstantynopola; tam też wkrótce została lekarzem sultana Mustafy.

Autobiografia zatrzymuje się na roku 1760. Pani HALPIE-PUSTEIN miała wówczas lat 42 tylko. Co się stało później, nie wiemy. Czy znówu tęsknota za krajem pociągnęła naszą Polkę-lekarkę w rodzinne strony, gdzie żyła córka jej, zamężna za Antonim Ostrowskim i syn jej Stanisław, chłopiec rozumny i energiczny? - historia miłoty. W każdym bądź razie, życie jej całe upłynęło na walce z całym szeregiem przeciwności, z których wyszła zwycięsko i autor książki, która opisuje słynne niewiasty-lekarki, kończy, że powinna była mieć swą statuuę w Polsce.

Nie będziemy w wywodach autora tak daleko, jednak z chłubą i dumą wspominamy tak czystą i szlachetną duszę, jaką była SALOMKA RUSTECKA. W wieku naszym, w którym materializm doszedł do swego punktu kulminacyjnego, jest na czasie, ażby przypomnieć sobie ten skromny rys historyczny o naszych Polkach - lekarkach, które zajęły miejsce tak poczesne w historii.

Dr MEDYC. FRANCISZEK BRABANDER

Paryż, 14 Czerwca 1920 r.

STREJKI

Kłeska strejkowa, według ostatnich wiadomości, gębi Warszawę, wywołując nareszcie upragnioną reakcję wśród naszych gromad pracujących. Strejki bowiem obecne, według jednogłośniejszych zarządzeń, miały a może i mają jeszcze podkład polityczny. Zadania natury ekonomicznej nie napotykają na żadne trudności w ich pobożnym załatwieniu.

Terror strejkowy prowadzony jest przez komunistów. Terror ten doprowadził, w ostatnich dniach, do zawieszenia robót w warsztatach kolejowych, do wywołania starć ulicznych i do zapowiadania strejku rolnego i dalej strejku powszechnego.

Do walki ze strejkami wystąpiła organizacja S. S. S., czyli Stowarzyszenie Samopomocy Społecznej, które zdołało utrzymać w ruchu wodociąg, pomiekną gazownię i stację elektryczną, zapewnić pomoc szpitalom, zarządzić naprawianie uszkodzonych bruków i t. p. Pomimo jednak czynionych wysiłków ze strony S. S. S., położenie było krytyczne. Piszemy było, ileż mamy prawo z objawów ostatnich przypuszczać, iż widmo zamętu zniknie lada chwila, może już w tej chwili zginęło. Straty będą wielkie, dwutygodniowy strejk osadził na miejscu równomierny bieg życia, przyczynił wiele szkód, wyrządził się znów nowymi milionami marek!

Prasa krajowa zamieściła szereg bardzo znamiennych artykułów, nawołując do walki z propagandą komunistyczną.

Oto, dla przykładu, jeden z wielu głosów:

«Czy władze nasze—pyta «Dziennik powszechny»—wyciągną konsekwencje z faktu, że Polska jest w stanie wojennym i czy potrafią stłumić komunizm tak nieubłaganie, jak nieubłaganie walczy on przeciw Polsce? Jak dotychczas, musimy dziwić się paljatywom, stosowanym przeciw jawniej już dzisiaj rewolucji zamiast środków stanowczych, które jedynie przemawiają do z bolszewiczalnych umysłów, a obalające mogą otrzeźwić. Zamiast nakazów, mamy rokowania, zamiast całą siłą państwowego ramienia w obrębnie obowiązujących ustaw, mamy miłczenie. Czy działania na szkodę armii przestało już być zdradą państwa i czy nie jest zagrożone karą? Zupenie tak, jak gdyby zapomniano, że tu nie idzie o zatarg między «pracą», a «kapitałem» — o zatarg, w którym władze mają i mogą być uczciwym meklerem, ale o atak anarchii na państwo, które jest zagrożone w swym bycie i ma obowiązek się bronić, jeżeli pragnie dalej istnieć.»

«Oczekujemy — środków stanowczych i walki bezwzględnej. Próby sił, podejmowane przez bolszewizm wewnątrz kraju następują po sobie z głęboką konsekwencją i przekonaliśmy się już, że każde ustępstwo wymaga tylko komunistyczną ofensywę przy następnej sposobności. Społeczeństwo przez uruchomienie swymi siłami instytucji zagrożonych dało dowód, że ma w sobie pierwsiastki, zdolne stłumić wywrót. Teraz powinno ujrzeć, iż władze rządowe są w swoim

zakresie tak samo silne i tak samo zdecydowane ocalić porządek, jak ono w swoim.»

Społeczeństwo to oczekuje kroków bezwzględnych przeciw czerwonej armii, działającej nad Wisłą dla odegnania czerwonej armii nad Berezyną. Walka została państwu narzucona i podjąć ją ono musi, jeżeli pragnie żyć nie tylko tak długo, jak to spodoba się agentom Trockiego. Obalamuceni muszą przekonać się, że państwo steroryzować się nie pozwoli: odpedzeni gwałtem od pracy muszą znaleźć ochronę: przestępców musi spotkać kara. Ustępliwość w zadaniach «konomicznych» umocni tylko tych, którzy używają podwójki płać za pretekst do walki rewolucyjnej przeciw państwu. Wszelka słabość w stosunku do nich odłoży tylko chwilę decydująca o wywołaniu na czas dla agitatorów korzystniejszy, a bowiem wyjął z obecnej próby sił wzmocnienie brakiem odwagi władz i prestiżem, jakiego nabył u swych podkomendnych w stosunku prostym do tego, jak spadnie prestiż rządu.»

RZECZPOSPOLITA

Przyłączenie Wołynia do Polski.

We Włodzimiezu Wołyńskim rozlepiono, w dniu 18 zm., plakaty z rozporządzeniem naczelnego wodza o przekazaniu zarządu Wołynia rządowi Rzeczypospolitej Polskiej. Cała ludność powitała to rozporządzenie z wielką radością, jako spełnienie swych najgorętszych życzeń. Z inicjatywy burmistrza Werda, rosjanina, utworzył się komitet, reprezentujący wszystkie narodowości, zamieszkujące powiat, celem urządzenia uroczystego obchodu dla uczczenia epokowej chwili powrotu Wołynia do swej macierzy.

Ignacy Paderewski.

Ignacy Paderewski wyjechał z Warszawy do Oxfordu, na uroczystość wręczenia mu dyplomu honorowego. Zaproszenie wystosował doń minister angielski spraw zagranicznych, lord Curzon.

Zmiany w biurze prasowym.

Dotychczasowy szef biura prasowego ministerjum spraw zagranicznych, p. Gutowski, otrzymał bardzo długi... urlop. Kierownictwo biura objął p. Aleksander Ładoś, niedawno jeden z pracowników biurowych Komitetu Lozańskiego, autor książki o Legjonach, wydanej, podczas wojny, w Szwajcarii.

Marka polska.

Marka polska poszła znacznie w górę; w ostatnim tygodniu kurs jej chwał się od 12 do 13 marek za franka. W stosunku do dolara i funta sterlinga, marka polska również uległa znacznejwyżce.

Pobór dwu roczników.

„Monitor” z dnia 17 czerwca ogłasza następującą ustawę:

Art. 1. Upoważnia się Rząd do przeprowadzenia na całym obszarze ziem polskich:

a) powszechnego poboru roczników 1885 i 1902 r.;

b) poboru byłych podoficerów wszystkich rodzajów broni, urodzonych w latach od 1890 do 1894 włącznie;

c) poboru byłych szeregowych (szeregowców, starszych szeregowców i podoficerów, urodzonych w latach od 1885 do 1894 włącznie, którzy w armjach obcych, względnie w wojsku lub formacjach polskich, służyli w oddziałach jazdy, konnej artylerji i konnej straży granicznej.

Art. 2. Wykonanie niniejszej ustawy i ustalenie kolejności poboru poszczególnych roczników porucza się Ministrowi Spraw Wojskowych w porozumieniu z Ministrem Spraw Wewnętrznych.

Art. 3. Ustawa niniejsza wchodzi w życie z dniem jej ogłoszenia.

Polski język urzędowy.

«Kurier Warszawski» zamieszcza następujący przytynek do historii rozkwitu polskiego języka urzędowego w Polsce.

«Dekret w przedmiocie wprowadzenia podatku od zysków wojennych zredagowany jest w języku urzędowym, ale czy jest to język polski? Osądźcie sami!»

«Jako próbkę przytaczamy jeden z artykułów dekretu w dosłownym jego brzmieniu:

«Art. 41. Jeżeli przewodniczący wniosie odwołanie ma, podając powody, zawiadomić równocześnie podatnika, którego wymiar jest odwołaniem zacepiony.»

«Co to jest «wymiar podatnika, odwołaniem zacepiony?»

«Mówiono nam, że jest to język archaiczny, przeżytek czarno-zółtej biurokracji... Być może. Ale czas byłby otrzaskać się z tych narośli językowych.»

Zaiste czas otrzaskać się przedewszystkiem z dygnitarzy, nie umiejących pisać i mówić po polsku. Ale co z tego wołania na puszczy naszego analfabetyzmu?

MONICA M. GARDNER

Leży przed nami pięknie wydana angielska księga, księga niezwykle, zjawiskowa. Tytuł jej brzmi: «The anonymous poet of Poland Zygmunt Krasinski by Monica M. Gardner». Zawartość, studjum wytworne o wiekopomnym twórcy «Nieboskiej Komedji». Więcej powiedzmy, bez zastrzeżeń, dzieło wprost, na tle mniej lub więcej urzędowych naszych broszur politycznych, nudnych, niezrozumiałych najczęściej, dla ogółu angielskiego, protokołów czy oschłych rozpraw, rewindykujących nasze prawa do życia, do bytowania, — dzieło wprost olśniewające. Jedną z tych ksiąg osobliwych, które może być jedynie dziełem wielkiego ukochania myśli natchnionych, głębokiego wezucia się w ducha narodu.

P. Gardner nie po raz pierwszy niesie literaturze angielskiej pokłosie naszej twórczości. Dzisiejsza jej księga poprzedziła już tak cenne prace, jak Adam Mickiewicz, the national poet of Poland, jak Poland: a study in national idealism, prace, za które p. Gardner należy się głęboka wdzięczność całego naszego społeczeństwa. Nieśe bowiem pomiędzy miliony anglosasów na obu półkulach plon naszych męczenników myśli, naszych potężnych budzicieli, to znaczy więcej może niż prowadzić i wygrywać dyplomatyczne procesy, bo to znaczy torować narodowi naszemu drogę do serce, do umysłów, zdobywać mu szacunek i zachowanie.

A ponieważ p. M. Gardner, w pracach swych nadto, krom trudu, daje i talent, talent wybitny, świetny, chwytający czytelnika, niosący go ku tajemnikom myśli twórczej polskiej, przeto tem większa jej zasługa, że tak owocnej dla nas pracy ten talent poświęca.

Piękna księga p. Gardner wyszła nakładem Cambridge University Press.

Goraco polecamy ją wszystkim pionierom myśli polskiej na obczyźnie, polecamy uwadze naszej prasy polsko-amerykańskiej.

NOWINY POLITYCZNE

= Polska w Spaa.

Polska została dopuszczona do narad w Spaa. Przedstawicielem jej będzie p. St. Patek. Micjmy nadzieję, że nie będzie trzymana przeważnie za drzwi. Zresztą wielkie mocarstwa sprzymierzone, porozumiewszy się w Hythe i w Boulogne, zjawia się niewątpliwie z gotowymi programami, w których nie wiele da się zmienić i nie wiele do nich dodać. Niemniej i taki doradczy, do pewnego stopnia, udział Polski w Spaa był przedmiotem ostrej opozycji, przeforsowało ją stanowisko szczerze Francji i tylko Francji. O ile nam wiadomo, p. Piltz jeździł był do Boulogne, lecz do narad go nie dopuszczono. Dostał uprzejmego zaproszenia go na śniadanie przez dygnitarza Francji i na tem śniadaniu działalność swą musiał zakończyć.

= Groźby Trockiego. Czasopisma wiedeńskie dorosła z Moskwy:

Trocki oświadczył, że nie spocznie póki nie zajmie całej Polski a rokować z Polską wogóle nie będzie. Polska będzie włączona w skład republiki sowieckiej wschodniej Europy. Zdaniem Trockiego — wraz z niepodległą Polską zniknie barjera, która tamuje dotąd pochód bolszewicki do zachodniej Europy.

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél.: Elysée 21-46

Porady prawne, sprawy przed trybunałami: handlowym, pokoju i prud'hommes, etc. przez Adwokata. Zgłaszać się w godz. od 10-ej do 11-ej rano, 3 bis, rue Emile-Allez.

"SZTANDAR POLSKI"

22, rue Pauquet, Paris XVI.

téléph. Passy 42-93.

Orzelki i odznaki regulaminowe, wojskowe polskie.

HENRYK HUT

wielki wybór wyrobów Kuśnierskich

96, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

CAFE DE LA ROTONDE

Rendez-vous Artystów

105, boulevard des Arts, Rzeźbiarzy, Muzyków, Montparnasse Literatów Polskich i polskiej Młodzieży uniwersyteckiej. Téléph Saxe 26-82.

POKOJ

umeblowany z kuchnią do wynajęcia niedrogo, na 3 miesiące letnie. 12, rue de l'Université. Cremerie.

MIESZKANIE.

Kto z rodaków mógłby wskazać dla 5 ciu osób mieszkanie umeblowane. Zaraz lub od 15 sierpn. Paryż lub Banlieu. Łaskawe zgłoszenia pod A. S. F. do Polonii.

POLAK

lat 35, handlowiec rzutny i praktyczny w interesach, znający się na nowoczesnym przewozie, opłatach, komorach celnych, taryfach, poszukuje zajęcia w większym domu handlowym, zajmującym się wywozem lub dowozem towarów między Francją a Polską. Na życzenie, może wyjechać do Hiszpanji, Włoch lub Serbji. Zgłoszenia należy nadsyłać do POLONII, dla A. S.

pców i 25 dziewczeczek. Przyjmowana jest dziatwa w wieku od 5 do 15 lat. Opieka bezpośrednia spoczywać będzie w ręku doświadczonej nauczycielki. Opłata za pobyt miesięczny, względnie do zamożności rodziców, wynosi 100 fr., 50 fr., 25 fr. lub pobyt jest całkowicie bezpłatny. Pierwszeństwo mają dzieci wycieńczone, wątłe. Każde dziecko, o ile możliwości, powinno być zapatrzone w 2 ręczniki, 2 pary pończoch, 2 pary trzewików i 2 fartuszki.

Zgłoszenia dziatwy należy nadsyłać do POLONII pisemnie lub osobiście, między godzinami 6 a 6 i pół po południu, w których to godzinach urzęduje druh Jan Gąsiorowski razem z druhem Koziełłem, delegatami Sokoła.

Kolonja otwarta będzie od 1 lipca do dnia 1 września. W razie potrzeby, można będzie zarządzić pobyt dziatwy na dwie zmiany.

♦ **Z Misji Wojskowej zakupów.**

Donoszą nam, że p. Kurowski, szef personelu Misji, urzędnik wojskowy V klasy a w Paryżu „pułkownik”, ustąpił z zajmowanego stanowiska i został odwołany do Warszawy.

Wobec zajadłych oskarżeń p. Kurowskiego i kursujących bez ustanku wieści, w interesie tegoż p. K., jak i przedewszystkiem Misji zakupów, należało by przeprowadzić badanie, które by powinno albo ustalić zarzuty albo położyć kres wysoce szkodzącym p. K. pogłoskom.

♦ **Pro domo sua.**

Upraszamy wszystkich naszych Prenumeratorów, aby, wrznie nie otrzymania na czas numeru POLONII, natychmiast nadsyłałi nam reklamacje. Trzeba bowiem o tem pamiętać, że POLONIA regularnie, w piątek po południu, już wychodzi z pod prasy i natychmiast jest wysyłana na główną pocztę. Czyli że Prenumeratorzy miejscowi powinni ją otrzymywać w soboty, zamiejscowi, względnie do odległości, w niedzielę lub poniedziałki. Wszelkie uchybienia są winą źle jeszcze działającej poczty. Nadsyłane nam stale reklamacje pozwalają więc, w dalszym ciągu, z naszej strony występować z przedłożeniami do odnośnych władz. Prosimy nigdy nie przypuszczać jakiegos opóźnienia się Redakcji lub Administracji naszej. Takiego wypadku nigdy jeszcze nie było. Punktualność jest pierwszą zasadą naszego wydawnictwa. Mitregi w pracy nie znamy. Jeżeli nie starczy czasu w dzień, pracujemy po nocach, lecz zobowiązań dotrzymujemy.

BANK ZWIĄZKU SPÓŁEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały: w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie, Lublinie, Piotrkowie i Radomiu.

Złatwia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzamian za franki, wpłacone na jego rachunek w BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.

Przekazy do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia "Commission des Changes".

Bliższych informacji udziela Administracja "POLONII", 3 bis, rue La Bruyère pomiędzy 4 — 5 pp.

L. FROCHMANN

KRAWIEC MEZKI

20, B^{is} Montmartre, 20, Paris

Téléph. Louvre 26-79

Compagnie Générale Transatlantique
PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących Iej,
IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

Przyslijcie mandatem pocztowym

55 franków

a wzamian otrzymacie piękny,
doskonały zegarek meżki, niklowany lub oksydowany, ankier,
15 rubinów, chronometr
znakomitej

FABRYKI LEFEBVRE

Gwarancja pięcioletnia.

Jako premjum: łańcuszek,

Mandaty pocztowe adresować:

ETABLISSEMENT LEFEBVRE

6, rue Mayran, Paris IX.

Katalogi wysyła się za nadesłan. 50 cent. markami.

Listy, nazwiska i adresy pisać wyraźnie.

Tłumaczenia, poprawianie błędów, eskorpondencja, przepisywanie na maszynie. Lekcje polskiego i francuskiego, 3 bis, rue Emile-Allez.

BANK

dla HANDLU i PRZEMYSŁU
w WARSZAWIE

Kapitał akcyjny 43.200.000 Mp. — Rezerwy około 7.000.000 Mp.

Instytucja centralna: WARSZAWA, Ul. Traugutta, 8.

ODDZIAŁY I AGENTURY: Warszawa, Biała podlaska, Białystok, Brześć-Litewski, Drohobycz Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów,

AGENCJA W PARYŻU

Biuro tymczasowe: 2, rue Grétry, Paris (II^e)

Tél. Gutenberg 47-45.

Adres telegraficzny: Bankvarab.
dokonywa wszelkich czynności bankowych na najkorzystniejszych warunkach; wydaje bezpośrednio, po najlepszym kursie dnia, przekazy pieniężne na wszystkie miejscowości Kraju i zagranicy; wypłaca pieniądze telegraficznie; otwiera rachunki czekowe i płaci od wkładów, a vista 3 1/2 % w stosunku rocznym; złatwia inkaso frachtów, weksli, trat, konosamentów, kuponów i. t. d.; wykonywa zlecenia giełdowe; udziela bezpłatnie wszelkich informacji, celem popierania wzajemnych stosunków handlowych między Francją a Polską.

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

LE GÉRANT: P. NEVEU



ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne,
bronzę, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

BIENEFELD JACQUES

KUPUJE: Perły, Drogie Kamienie,
Biżuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph.: CENTRAL 90-10